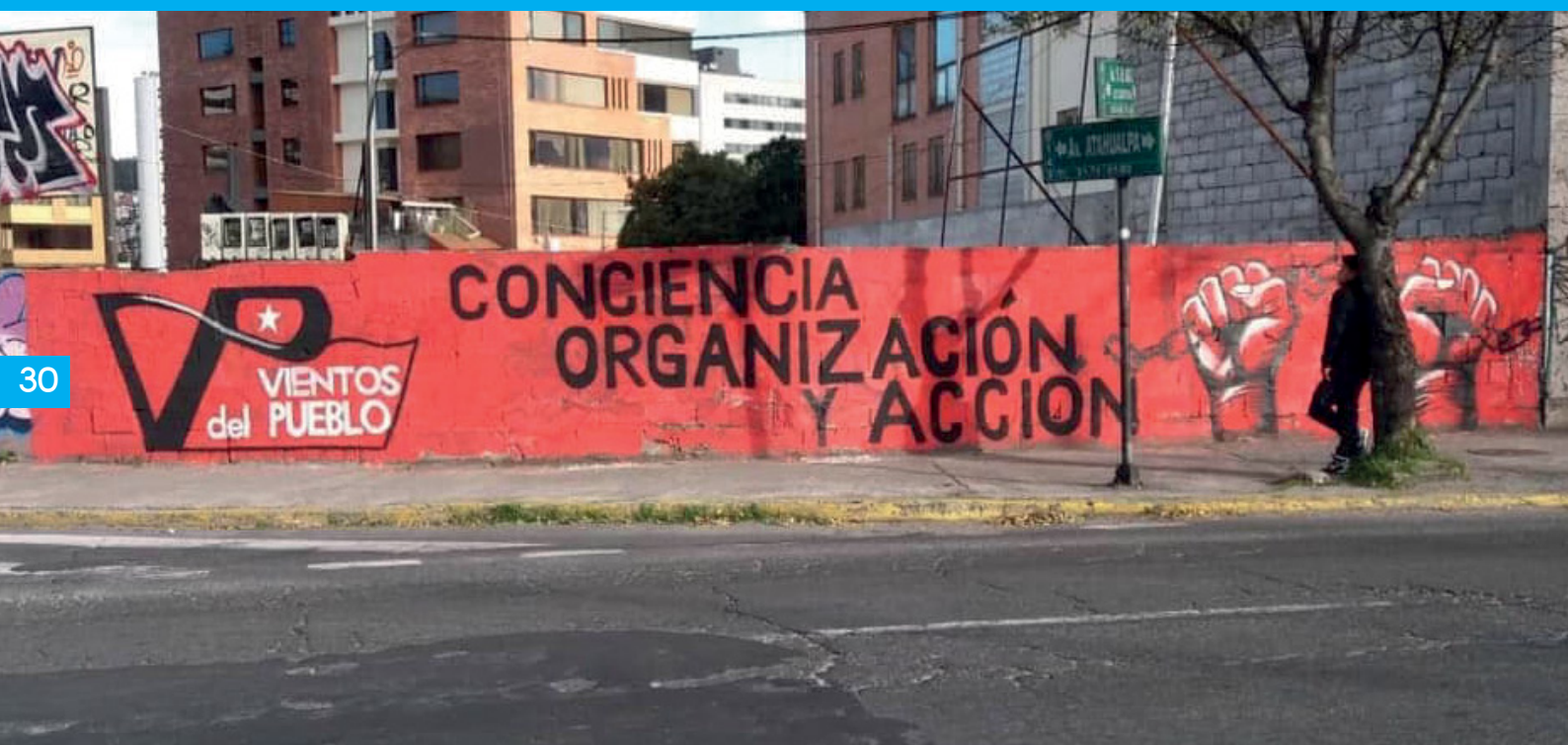


ÉQUATEUR : ON A RAISON DE SE RÉVOLTER !



LA RÉVOLTE D'OCTOBRE 2019

Les causes de la révolte sont connues : un ensemble de mesures (« paquetazo ») mises en place par le président Lenin Moreno à la demande du FMI, en échange d'un prêt de l'institution internationale, un plan d'ajustement structurel supplémentaire.

La cause, du point de vue du capitalisme, est aussi connue : l'effondrement des cours du pétrole à partir de 2014 (l'Équateur est un pays producteur, membre de l'OPEP), renforcé par l'effet catastrophique du séisme destructeur de 2016, sans compter la corruption qui a dévasté le pays pendant des années.

Le contenu du « paquetazo », c'est une série de mesures choc : suppression des subventions aux combustibles, d'où hausse de 60 à 75% des prix du carburant, et quasi

doublage du prix du ticket de bus. Flexibilisation du travail : - 20% sur la rémunération des contrats précaires, flexibilité des 40 heures hebdomadaires, réduction des congés de 30 à 15 jours dans la fonction publique, les travailleurs des entreprises publiques donneront chaque mois un jour de travail gratuit.

La réponse ne s'est pas fait attendre : douze jours de révolte et de soulèvement, plus de 1300 routes bloquées, le blocage des villes par des barrages enflammés et des affrontements permanents avec les forces policières, six préfectures prises d'assaut, 26 postes de police détruits, une répression féroce avec au moins 11 morts et plus de 2000 blessés, une marche des communautés indiennes sur la capitale Quito, la fuite du gouvernement à Guayaquil (le grand port sur le Pacifique), qui est finalement contraint de reculer partiellement.



Les communautés shuars marchent sur Quito.

Après négociation avec les organisations indiennes regroupées dans la CONAIE (voir plus loin), le gouvernement annonce le retrait du décret 883 qui supprime la subvention aux combustibles et donc la hausse de leur prix, tout en annonçant vouloir « *procéder immédiatement à l'élaboration d'un nouveau décret exécutif qui permette une politique de subventions aux carburants, avec une approche intégrée, avec des critères de rationalisation, de ciblage et de sectorisation, afin de s'assurer qu'elles ne sont pas destinées à des personnes disposant de ressources économiques plus importantes ou à des trafiquants de carburant* » (article 2 du décret 894 du 14 octobre). Autrement dit, la vigilance s'impose pour l'avenir et le risque de coups fourrés une fois le mouvement arrêté est important.

Par ailleurs, rien n'est dit sur l'industrie minière qui devait être en discussion, et les mesures de flexibilité (diminution de la surtaxe sur les contrats précaires, flexibilité des 40 heures hebdomadaires) ont été validées lors d'une rencontre de négociation le 23 octobre. Quant aux contributions des travailleurs du secteur public (diminution des congés, journée de travail gratuite) elles sont toujours « en cours d'analyse » à l'heure où nous écrivons.

Crier victoire totale est donc pour le moins exagéré, même si le soulèvement a fait reculer le gouvernement sur la mesure la plus emblématique.

Les images spectaculaires du soulèvement ont fait le tour des réseaux sociaux, et ont provoqué bien des fantasmes chez les adeptes de la violence comme critère essentiel d'une politique révolutionnaire... C'est mal connaître l'Equateur et l'Amérique Latine, et plaquer des schémas bien « de chez nous » sur une situation en fait très différente.

UNE RICHE TRADITION HISTORIQUE

Ce qu'il y a de spécifique en Equateur, c'est cette tradition de soulèvements massifs.

Sans remonter aux soulèvements contre l'occupation espagnole qui n'ont pas cessé, celui organisé par Fernando Daquilema contre les propriétaires terriens dans la province de Chimborazo (1871) est encore très présent dans les mémoires.

Plus près de nous, c'est d'abord sous l'influence de l'Eglise (Salésiens) que le mouvement indien s'est organisé. Ce sont les nationalités Shuar dans la Forêt (plus connus sous le nom de Jivaros, organisés dès 1964) et Kichua sur la Sierra (organisés en 1972 dans Ecuarunari) qui seront les premières organisations indiennes.



L'ÉQUATEUR

- Petit pays d'Amérique Latine, 14 millions d'habitants sur une surface équivalente à la moitié de la France.
- 25% d'indiens, 65% de métis, 7% de blancs et 3% de noirs, c'est encore un des pays les plus marqué par l'histoire indienne du continent, avec la Bolivie et le Pérou.
- Les Indiens (« indigenos »), fortement organisés et politisés, représentent une quinzaine de nationalités avec leur langue, répartis entre la Côte, la Sierra et la Forêt. Ils vivent dans des communautés essentiellement paysannes, mais ont beaucoup émigré en ville, avec un fort taux de métissage qui entraîne des tensions compliquées.
- L'agriculture est partagée entre une agro-industrie réservée à l'exportation (banane, fleurs, crevettes) et une paysannerie très pauvre, dans des conditions de quasi servitude sur des grandes propriétés terriennes qui en font un pays semi-féodal. L'industrie se limite pour l'essentiel à l'extraction, mines (Sierra) et pétrole (Côte, Forêt), dominés par les monopoles impérialistes US, canadiens, chinois etc.

En 1986, les organisations existantes se regroupent dans la CONAIE (Confédération des Nationalités Indiennes d'Équateur) qui va étendre l'organisation à tout le pays et organiser en 1990 le premier soulèvement moderne. Le moteur en est la préparation du 500^e anniversaire de la colonisation (1492) et la CONAIE présente un cahier de revendications en 16 points, autour de la question agraire (La Terre à qui la travaille!), et contre 500 ans d'exploitation et d'humiliation. Ce sera un véritable tremblement de terre politique, avec les routes coupées dans tout le pays, toutes les communautés descendues de la montagne pour affirmer leur existence politique et sociale. En juin 1994, nouveau soulèvement contre une loi qui abroge la réforme agraire et bloque le partage des grandes propriétés.

À partir de ce moment, le mouvement indien prend un tour plus politique avec la création en 1995 d'un parti indigéniste, Pachakutik, très lié à la CONAIE, qui revendique sa place sur l'échiquier politique équatorien en glissant sur des positions plus opportunistes et électoralistes.

En février 1997, un nouveau soulèvement aboutit à la destitution du président Bucaram.

En janvier 2000, le président Mahuad décide la dollarisation de la monnaie nationale, ce qui, associé à la corruption généralisée, aboutit à un nouveau soulèvement, une marche sur Quito, la prise de l'Assemblée nationale en lien avec un secteur radical de l'armée et à la destitution de Mahuad lui-même. Enfin, en 2005 un nouveau soulèvement aboutit à la destitution du président en fonction (élu pourtant avec le soutien de la CONAIE), Gutierrez, pour corruption et incapacité. En ce sens, le soulèvement de 2019 n'est quelque part que la continuité des précédents. Quant à la violence des manifestations, il faut savoir que la société indienne a une grande tradition de violence, portée par ces fameuses 500 années d'exploitation, de racisme et d'humiliations. Il n'y a pas si longtemps, les prospecteurs pétroliers illégaux dans les réserves indiennes risquaient fort de voir leur tête renvoyée par colis à la présidence de la république... Cela dit pour relativiser les fantasmes qu'on a vu s'exprimer dans les réseaux sociaux autour du soulèvement.

Mais il se confirme que le mouvement indien, qui est pour l'essentiel un mouvement paysan pauvre, est dans la phase actuelle la force principale de la révolution en Équateur : sans lui et la puissance de son soulèvement organisé, le président n'aurait pas cédé. Cela dit, il faut se méfier des interprétations indigénistes qui font du « mouvement indien » ou « indigène » un tout unifié. Les nationalités sont elles-mêmes traversées par des contradictions de classe, accentuée par le développement de l'Équateur en pays capitaliste dominé. Une fraction commerçante est devenue tout à fait bourgeoise et exploite sans vergogne les communautés locales,



Marche dans la province de Cotopaxi.
Sur la banderole : « Paroisse Santa Rosa.
Nous indiens, ne sommes pas des fainéants.
Nous produisons la terre, nous protégeons l'eau »

comme l'artisanat dans la région d'Otavalo, bien connue des touristes et se développe elle-même au niveau international via des réseaux comme Artisans du Monde. Une élite intellectuelle et politicienne est aussi peu à peu apparue, en lien avec les mesures réformistes des gouvernements comme la reconnaissance officielle des langues shuar et quechua dans les communautés. Ainsi, Pachakutik a soutenu l'élection de Gutierrez en 2002 et a participé à son gouvernement, puis l'élection de Rafael Correa en 2009, et il est considéré comme un parti de l'élite indienne très réformiste, celle-là même qui est à la tête des organisations indiennes.

On doit donc être très attentif au contenu politique porté par le mouvement indien, par exemple autour de la question agraire et de son alliance avec le mouvement populaire dans son ensemble. En particulier aujourd'hui, sans connaître les détails, la direction de la CONAIE s'est vite satisfaite de l'annulation du décret 883, manifestement sans trop se préoccuper des autres mesures du « paquetazo » qui la concernaient moins... D'ailleurs, l'après soulèvement montre qu'elle est traversée par de nombreuses contradictions.

LES FORCES POLITIQUES EN ÉQUATEUR

Qui est Lenin Moreno? C'est le président élu en 2017, membre de Alianza Pais, le même parti que le président précédent Rafael Correa, dont il a fait partie du gouvernement (vice-président de Correa entre 2007 et 2013, une paille) ...

Il est le représentant ouvert du capitalisme privé, de l'impérialisme mondial et des plans d'ajustement structurels du FMI. C'est un politicien soft qui conjugue des éléments de coaching entrepreneurial avec le style de motivations théoriques à bon marché de l'amélioration personnelle; au plan sociétal il est

plutôt libéral, mais n'hésite pas une seconde à user de la répression la plus dure quand il a besoin. C'est néanmoins un fin politicien qui a su reculer provisoirement sur les subventions aux combustibles, en relançant les tables rondes sociales, tout en gardant le cap de l'ajustement structurel du FMI. Il se distingue ainsi de Noboa (roi de la banane, bio ou pas, le milliardaire le plus riche du pays), candidat social-chrétien ultra-conservateur et représentant direct de la grande bourgeoisie agro-exportatrice.

Mais qui était Rafael Correa, son prédécesseur ? Accueilli en héros des temps modernes en août 2017 aux universités d'été de la France Insoumise à Marseille, il représente ladite « gauche bolivarienne » ou « socialisme du XXI^e siècle » (Chaves au Venezuela, Morales en Bolivie, voire Lula et Dilma Rousseff au Brésil). Mais en fait, ce n'est qu'un social-démocrate très pâle. Rappelons qu'il vient du même parti Alianza País que Moreno, et qu'il a été soutenu par toute la « gauche » réformatrice (l'Intersyndicale du FUT, le PCE et le PCMLE-MPD parti frère du PCOF français, journal La Forge).

Ce n'est pourtant que le représentant de ce qu'on appelle la bourgeoisie bureaucratique, qui se constitue dans l'appareil d'Etat des pays dominés, que ce soit dans l'armée ou les ministères (voir le Venezuela ou l'Algérie) :

- Elle joue la carte de l'enrichissement et de l'accumulation en utilisant les leviers de l'appareil d'Etat, avec une corruption effrénée appuyée sur la rente pétrolière et les commissions, occultes ou légales autour des contrats miniers. Le tout doublé d'un discours ronflant anti-impérialiste en jouant sur les contradictions entre les diverses puissances pour récupérer une part du gâteau plus importante à son propre profit.

- À partir de 2015, il a littéralement vendu l'Equateur aux puissances minières principalement chinoises, et aujourd'hui 13% de la surface du pays est concessionnée, enfreignant sans souci le Code Minier de 2008, jusqu'à créer un ministère des Mines en 2015 qui permet d'ouvrir largement à l'exploitation jusqu'aux Parcs Nationaux protégés.

- Il a mis en place un système de répression que certains qualifient de « fascistoïde », en multipliant les lois pénales et criminelles, en créant des services de renseignements, en persécutant les opposants et protestataires. Bref, Correa n'est un héros que pour les militants européens anti-impérialistes de pacotille – en fait

.....

« 13% de l'Équateur est concessionné. Contamination et pauvreté pour le peuple, richesse pour les compagnies minières et les corrompus du gouvernement »



anti-US primaires – qui n'ont en fait rien compris à ce qu'était vraiment la domination et l'exploitation, la nature véritable de l'impérialisme.

Sur la forme, on pourrait rapidement dire que le couple Correa-Moreno est similaire au couple infernal Hollande-Macron. L'un prend la suite de l'autre, l'un est formé par l'autre, simplement une adaptation à la conjoncture, ils ne s'opposent que sur le moyen de résoudre la crise économique à l'intérieur du système impérialiste. Leur prétendue opposition est secondaire, et ne représente que des contradictions internes entre les diverses factions de la bourgeoisie, l'une anciennement appuyée sur la Chine, l'autre aujourd'hui appuyée sur les USA.

Un mot sur l'Intersyndicale réformiste, le FUT. Dans cette affaire, il s'est illustré juste après le soulèvement en annulant, à la demande des Nations Unies, de l'OIT et de l'Eglise, la marche de protestation prévue le 30 octobre, tout en clamant que « le gouvernement doit comprendre clairement que la suspension de la mobilisation ne signifie pas que les travailleurs vont se mettre à genoux devant le pouvoir ». Cela suffit, selon nous, pour apprécier la combativité de cette intersyndicale...

.....

Une peinture murale à l'intérieur de la Maison de la Culture Rebelle

LE COURANT CLASSISTE ET COMBATIF

Sur les ruines de l'échec réformiste, on voit depuis dix ans l'apparition d'un courant classiste et combatif, de plus en plus ouvertement maoïste. On peut en distinguer deux tendances.

Au nord (Front de Défense des Luttes du Peuple en Equateur, Front de Défense des Travailleurs d'Imbabura), c'est un petit courant maoïste très traditionnel lié à l'autoproclamé Parti Communiste d'Equateur Sol Rojo, qui caractérise l'Equateur comme pays semi-colonial et semi-féodal et affiche comme tâche la « Révolution de Démocratie Nouvelle ». A ce qu'on peut en voir, c'est un courant très activiste et radical par la violence revendiquée par exemple dans le soulèvement récent (« los Guardias Rojos »), dont la réflexion reprend sans grande nouveauté « la Pensée Gonzalo » de l'ex PCP du Pérou. Néanmoins, il existe et appuie sur quelques questions clés, par exemple savoir qu'actuellement le mouvement indien/paysan est la force principale de la révolution en Equateur dans un pays semi-féodal – mais il est assez silencieux sur la domination impérialiste et les tâches que cela entraîne.

Au Sud (Cuenca, Limon Indanza) et à Quito, c'est un courant maoïste (Bloque Proletario, Movimiento



Vientos del Pueblo qui se définit comme organisation communiste) dont la tâche actuelle principale est l'éducation populaire sur de multiples fronts : contre les disparitions de jeunes et de femmes et l'inaction de l'Etat, mouvement paysan contre les entreprises minières (Coordinadora Campesina Popular), mobilisation écologiste (Frente Ecologico Natura Insurrecta), dans l'organisation du secteur informel des travailleurs de la rue, dans la jeunesse étudiante, chez les femmes (Luna Roja), dans le milieu artistique (tags et grafs) et musical (rap, fanfares, hard rock) etc. Une revue théorique est publiée régulièrement (ConCiencia Revolucionaria) et l'activité à Quito est concentrée autour d'une Maison de la Culture Rebelle.

Ce courant définit l'Equateur comme pays capitaliste semi-féodal et semi-colonial, insiste avant tout sur la domination impérialiste et reprend à son compte toutes les caractérisations de la bourgeoisie bureaucratique élaborées il y a bien longtemps par le théoricien marxiste péruvien JC Mariategui. Mais la réflexion est encore assez faible sur le mouvement indien/paysan et la question agraire.

La différence sur la nature de la formation sociale équatorienne entre ces deux courants peut apparaître très anecdotique (ou très « théologique »), mais les enjeux sont importants pour clarifier les priorités du travail politique et les alliances possibles, à savoir qui sont les amis et qui sont les ennemis. Pour l'instant, aucune contradiction importante ne semble visible sur le terrain, parce que les deux organisations sont encore faibles, mais c'est la source probable de contradictions pour l'avenir.

Par contre, la différence sur l'éducation populaire, la formation politique est très nette et oppose la richesse et l'élaboration d'un côté, l'activisme et la doctrine de l'autre. Enfin ces deux courants ne semblent pas avoir de relations entre eux.

En tous les cas pour ce qui est du Movimiento Vientos del Pueblo, on voit parfaitement que l'objectif est la formation d'une génération de cadres politiques armés théoriquement et aguerris sur le terrain de la lutte des classes, autour de la consigne générale « Conscience, Organisation, Action ». C'est cela qui nous intéresse et qui nous a amené à publier occasionnellement des traductions de leurs prises de position – qui correspondaient d'ailleurs avec les nôtres.

L'AVENIR

Le soulèvement actuel est retombé, mais rien n'est réglé. La crise économique est toujours là, comme le plan d'ajustement structurel du FMI. Et ce sont toujours les paysans pauvres, les travailleurs précaires, les prolétaires qui en feront les frais.

On peut donc s'attendre à de nouveaux soubresauts. D'ailleurs, le président Lenin Moreno agite déjà le



Auto-organisation des révoltés sur les barrages face à la police

.....

spectre de la guérilla pour annoncer un accroissement de la répression (la mémoire de la guerre populaire du PCP au Pérou est proche et encore fraîche). L'heure est donc à préparer l'avenir. Pas à l'agitation et à exciter le mouvement, mais à comprendre ses limites et les moyens de les surmonter.

Pour ce qui est des villes, le problème est que la classe ouvrière n'a pas d'organisations avec un pouvoir de mobilisation important et que son niveau de combativité n'est pas si élevé, ce qui peut faciliter la mise en œuvre de ces mesures par le gouvernement. D'où les enjeux de l'organisation des travailleurs précaires informels, ou des étudiants.

Pour ce qui est de la campagne, il existe au contraire un fort mouvement indien relativement structuré, mais avec une direction réformiste, et la question principale est la constitution d'une direction prolétarienne, capable d'entraîner la mobilisation paysanne/indienne vers la révolution, pour « la Terre à qui la travaille », en évitant les impasses et les pièges électoralistes et indigénistes.

Dans les deux cas, le volet du combat contre la domination impérialiste est essentiel.

L'autre enjeu majeur, c'est la démarcation avec tous les réformistes, les faux amis de l'Intersyndicale réformiste (FUT) ou des partis dit de gauche (PCE, PSE, PCMLE-MPD), mais aussi les faux amis opportunistes du mouvement indien (Pachakutik, ou la direction de la CONAIE), bref tous ceux qui soutiennent la voie électorale et avaient par exemple participé à la victoire de Rafael Correa.

C'est de cet œil que nous continuerons à suivre avec intérêt la situation politique du mouvement populaire équatorien.

Le 1^{er} novembre 2019